



la lettre d'info

FNEC-FP
FO

**SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ,
BACCALAURÉAT À LA CARTE, POUR LE RETRAIT DES
CONTRE-RÉFORMES : GRÈVE LE 22 MARS !**

La FNEC FP-FO et le SNFOLC ont été reçus le 12 février par le ministre de l'Education nationale à la veille des annonces en Conseil des ministres.

Le ministre reconnaît que ParcoursSup, réforme du bac, du lycée et apprentissage font système. Il s'agit d'une réforme « pour la jeunesse ».

Il confirme l'injonction présidentielle des deux éléments intangibles de la réforme du baccalauréat : les 4 épreuves terminales pour 60% de l'examen, le contrôle continu pour 40%. Ce bac « nouveau » met en place le contrôle continu dès la Première, avec des épreuves communes par lycée, type Bac blanc. Seules 4 épreuves terminales sont conservées, deux au printemps, et deux fin juin (philosophie et oral interdisciplinaire).

Les parcours proposés aux élèves découlent maintenant des attendus universitaires. Les séries générales sont donc supprimées. Désormais les

élèves devront dans chaque lycée construire leur propre parcours. La réforme annoncée par le 1er ministre, M. Blanquer et Mme Vidal consacre un baccalauréat local ne donnant plus la garantie de s'inscrire dans la filière de son choix. C'est la fin du diplôme comme 1er grade universitaire. A partir du moment où le bac devient un diplôme maison, c'est la concurrence entre les disciplines et les établissements qui devient la règle, c'est l'épée de Damoclès permanente sur les heures disciplinaires et les postes.

(...)



Pour lire la suite du communiqué :

<https://www.fo-fnecfp.fr/selection-a-luniversite-baccalaureat-a-la-carte-pour-le-retrait-des-contre-reformes-greve-le-22-mars/>

SONDAGE : NON, les agents publics ne sont pas favorables à une remise en cause du Statut général des Fonctionnaires !

En résumé, sur 1 047 personnes sondées, dont un pourcentage faible est constitué de fonctionnaires, la presse en déduit que les

Français soutiennent la politique du Président Macron.

Très récemment, le ministre de l'Action et des Comptes publics a tenté de consulter les usagers et les 5,5 millions d'agents publics sur l'avenir de l'action publique, résultat : seulement 10 000 sur les 5,5 millions d'agents publics et sur les 68 millions d'habitants ont répondu.

Là aussi, cet infime pourcentage sera certainement utilisé comme « pensée unique » des agents.



Et si, dans ce dernier sondage des Echos - Radio Classique, on avait d'abord présenté la réalité de la Fonction publique aux sondés ?

Et si on leur avait dit qu'il existe déjà l'indemnité volontaire de

départ (IDV) permettant à un agent de quitter la Fonction publique pour travailler dans un secteur privé, avec un vrai volontariat non lié à une suppression de poste ?

Et si on leur disait qu'une partie de la rémunération est déjà au mérite, par le biais des primes, tout en leur rappelant que de 2010 à 2018, les fonctionnaires ont subi 7 ans de gel des salaires ?

Et si on leur disait que le Statut général des fonctionnaires n'est pas l'emploi à vie, mais la garantie de carrière, au regard que la seule activité possible est la mission de Service public ?

Une fois de plus, nous passons à côté d'un débat de fond :

- Quels sont les besoins en matière de Service public ?
- Avec quels moyens ?

Une fois de plus, la sclérosante opposition public/privé divise les salariés.

FO Fonction Publique défend sans ambiguïté le Service public républicain qui permet, grâce au Statut général des fonctionnaires d'assumer l'égalité de traitement des usagers quels que soient leur origine, leur situation sociale, leur croyance ou leur opinion.

POUR FORCE OUVRIERE, au final, les sondages passent, mais la réalité des conditions de travail des agents publics et les pertes de pouvoir d'achat se poursuivent plus que jamais.

AVEC FORCE OUVRIERE,

TOUTES ET TOUS EN GREVE, EN MANIFESTATIONS,

LE 22 MARS 2018

<http://www.fo-fonctionnaires.fr/article/details.aspx?a=5410>